



Une ambition nouvelle au service de la vie associative : pour une société de l'engagement



Sommaire

Introduction	3
Les mesures prises par le Gouvernement	5
Une politique de vie associative ambitieuse, pour une société de l'engagement	7



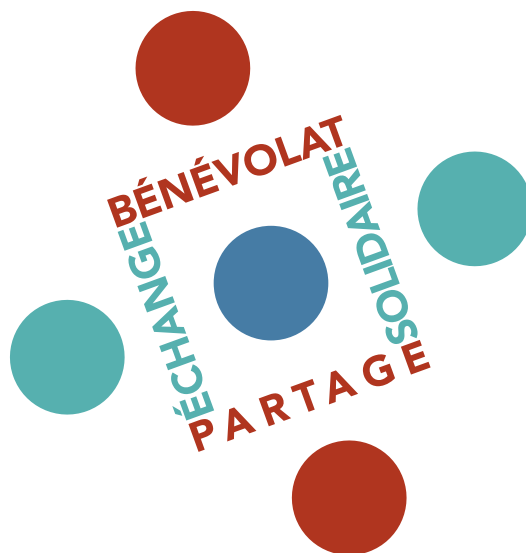
Introduction

Convaincu de la contribution majeure des associations au projet qu'il porte d'une société plus inclusive et solidaire, le Gouvernement souhaite initier une politique ambitieuse pour la vie associative.

Les associations sont **au cœur d'une société de la confiance, de l'engagement et de l'entraide qui constitue le fondement du projet présidentiel**. La disposition de nos concitoyens à s'engager, notamment au sein des associations est un trésor : elle illustre, en acte, cette confiance dans la capacité des collectifs, des individus rassemblés à surmonter les difficultés, à mener à bien leurs projets, à transformer la société. Mais les associations sont plus que des instruments puissants au service de projets collectifs, ce sont aussi **des écoles de démocratie et de citoyenneté**.

Le Gouvernement souhaite approfondir le dialogue avec les associations et affirmer une ambition nouvelle au service de la vie associative.

Cette relation, refondée doit aller au-delà de la pérennisation des financements opérée notamment par la baisse des cotisations sociale. Elle doit aboutir d'ici 2018 à une nouvelle stratégie pour la vie associative et l'économie sociale et solidaire qui sera construite avec les acteurs.



Les mesures prises par le Gouvernement

Le secteur associatif va bénéficier de plusieurs réformes fiscales engagées par le Gouvernement dans le PLF et le PLFSS pour 2018

- ▶ **Les crédits du Programme 163, consacrés au secteur associatif, augmentent en 2018 :** ainsi 67,6 M€ seront consacrés au développement de la vie associative, **soit 5,8 M€ de plus qu'en PLF 2017.**
- ▶ Les crédits consacrés au service civique en 2018 seront en hausse de 16 % par rapport au PLF 2017 pour atteindre 150 000 jeunes accueillis en service civique.

Aussi, via des crédits d'impôt et des allègements de cotisations sur tous les emplois, le Gouvernement privilégie des dispositifs pérennes de soutien financier aux associations :

- ▶ Le crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires (CITS) sera maintenu en 2018 et en 2019, il représente **un gain annuel de 500 millions d'euros pour les associations.**
- ▶ Par ailleurs, afin d'encourager l'emploi, le Gouvernement a souhaité convertir le crédit d'impôt accordé aux entreprises et aux associations en réduction pérenne de cotisations patronales. Cette réforme, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019, aura un effet favorable pour le secteur associatif trois fois plus important que le CITS. Ainsi, la très forte diminution des cotisations patronales permettra au secteur non-lucratif d'économiser 1,4 milliard d'euros chaque année à partir de 2019.

L'une des traductions concrètes du dispositif est le « **zéro charges** » pour les salariés au **SMIC**, qui représente une baisse très significative du coût du travail : **150 € par mois.**

Le secteur non-lucratif bénéficiera donc, en 2019, année de transition, des deux dispositifs simultanément : les 1,4 milliard d'euros d'allègements de cotisations, plus les 500 millions d'euros de CITS.

- ▶ En outre, par un amendement gouvernemental, présenté par Jean-Michel Blanquer et adopté à l'unanimité lors du débat à l'Assemblée nationale sur le PLF 2018, le jeudi 2 novembre, **25 M€ supplémentaires ont été affectés au Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA).** Le Gouvernement souhaite travailler avec l'ensemble des acteurs du secteur ainsi qu'avec les ministères concernés, sur le pilotage de cette enveloppe afin de répondre le mieux possible aux besoins d'accompagnement, de formation et de soutien aux initiatives des associations, notamment les plus fragiles ou les plus petites d'entre elles.

Parce qu'il a pour objet la formation des bénévoles, le FDVA touche au cœur de ce qu'est l'action associative : c'est un levier de gestion de la ressource humaine bénévole et un instrument de reconnaissance du bénévolat. L'affectation de ces 25 M€ supplémentaires permettra de démultiplier les moyens d'intervention du fonds, **en cohérence avec les besoins recensés.** Ces fonds seront très largement gérés de manière déconcentrée, cela **permettra de toucher largement les associations sur les territoires.**



Les mesures prises par le Gouvernement

Gain annuel en €

			Allègements généraux		
			CITS*		
Exemples			2018	2019	2020
		ETP			
Petite association	Association sportive	1 animateur sportif payé au SMIC	-	1 800 €	1 800 €
	Association culturelle d'une petite commune	3 salariés : 1 directrice à 2 300 € bruts et 2 animateurs au SMIC		5 200 €	5 200 €
Association moyenne	Association culturelle dans le secteur péri-scolaire	10 salariés : 1 dirigeant payé 3 500 € bruts par mois, un cadre intermédiaire payé 2 300 € bruts par mois et 8 salariés payés au SMIC		18 000 €	18 000 €
Grosse association	Une association humanitaire et caritative	50 salariés, 5 cadres sont payés à 3 500 € brut, 15 salariés avec de l'ancienneté et ayant progressé à 2 300 € et 30 salariés au SMIC	25 000 €	25 000 €	
	Association dans le secteur médico-social avec hébergement	100 salariés, 10 payés à 3 500 € brut, 10 payés 2 300 € brut et 80 payés au SMIC.	65 000 €	65 000 €	
				185 000 €	185 000 €

* Gain en trésorerie du CITS du au titre de 2017 et 2018, une fois déduit le montant de l'abattement forfaitaire de 20 304 €.



Une politique de vie associative ambitieuse, pour une société de l'engagement

D'ores et déjà, le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire, à travers deux groupes de travail, a entamé ses réflexions autour de deux enjeux : la construction d'une stratégie de développement de l'ESS et le soutien à l'innovation sociale.

Un nouveau groupe de travail sera constitué. Il traitera des problématiques proprement associatives, en particulier la reconnaissance de l'engagement bénévole.

Le Gouvernement et les parties prenantes entendent ainsi élaborer des mesures concrètes et ambitieuses autour de trois enjeux principaux :

- ▶ Mettre en œuvre **une politique renouvelée de soutien, d'appui et d'accompagnement** des associations afin qu'elles puissent mieux répondre aux mutations qui les touchent ;
- ▶ Mieux **soutenir le développement des activités d'utilité sociale** portées par les associations ;
- ▶ Mieux **reconnaître le bénévolat et développer une société de l'engagement**.

Une restitution de ces travaux communs sera réalisée au mois de janvier 2018, à l'attention de M. le Premier ministre. Le Haut Conseil à la Vie Associative (HCVA) émettra un avis sur l'ensemble des propositions formulées.

La Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'éducation nationale ainsi que les services du Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire élaboreront à partir de ces éléments une stratégie, en lien étroit avec les parties-prenantes impliquées depuis le début des travaux.

Cette stratégie pour la vie associative et l'économie sociale et solidaire sera présentée à l'occasion d'une grande conférence nationale et adoptée en Conseil des ministres avant la fin du mois d'avril 2018.

Dans le droit fil de la Charte des engagements réciproques entre les pouvoirs publics et les associations, conclue le 1^{er} juillet 2001, **le Gouvernement réaffirme**, par sa démarche, **sa volonté de construire avec les associations une relation partenariale, équilibrée, et respectueuse de leur autonomie**. L'ensemble des mesures proposées devront traduire ce souci d'approfondir la démarche de dialogue civil, par la co-construction. La Charte devra en particulier être déclinée, secteur par secteur, par les ministères concernés. La dynamique territoriale sera également relancée et accompagnée. Si les partenaires en conviennent, la Charte elle-même pourra être amendée pour prendre acte d'une ambition renouvelée et partagée sous la forme d'un nouveau contrat.



Initiatives du Gouvernement pour soutenir le monde associatif

Cette stratégie s'illustrera à travers différentes initiatives du Gouvernement pour favoriser une meilleure reconnaissance du bénévolat, encourager l'engagement et promouvoir l'innovation.

Instaurer chaque année, autour du 1^{er} juillet une semaine nationale de l'engagement

La disposition de nos concitoyens à s'engager, notamment au sein des associations est un trésor : elle illustre, en acte, cette confiance dans la capacité des collectifs, des individus rassemblés à surmonter les difficultés, à mener à bien leurs projets, à transformer la société.

Cette initiative a pour ambition de mieux reconnaître ce que notre société doit à l'engagement des bénévoles.

Le ministre de la Transition écologique et solidaire et le ministre de l'Éducation nationale construiront, d'ici le mois de mars 2018, avec les représentants du monde associatif, le cahier des charges d'une semaine de l'engagement dont la première édition se tiendra autour du 1^{er} juillet 2018, en souvenir de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association. Il s'agira de donner à voir la diversité et la richesse de l'engagement, de reconnaître la valeur de l'engagement bénévole et d'encourager tous les citoyens et en particulier les plus jeunes, à prendre des responsabilités bénévoles. Les établissements scolaires prendront une part active à cette manifestation.

On peut d'ores et déjà, par exemple, imaginer :

- ▶ Des actions de sensibilisation et des actions d'intérêt général dans tous les établissements scolaires autour d'un défi annuel (handicap, exclusion, environnement...)
- ▶ L'organisation d'un *crowdfunding* national pour soutenir les associations
- ▶ L'organisation d'une opération nationale « arrondi solidaire » dans les entreprises au service des grandes causes associatives
- ▶ La mise à l'honneur par le Président de la République, le Premier Ministre et les Ministres, de citoyens bénévoles, chefs d'entreprise, fonctionnaires exemplaires dans leur engagement.

Déploiement de l'« Accélérateur de l'innovation sociale »

La capacité d'innovation des acteurs de l'ESS et des associations de notre pays est insuffisamment reconnue et encouragée : trop de barrières empêchent encore l'innovation et l'expérimentation. Cette démarche d'« **accélérateur de l'innovation sociale** » sera co-construite avec les acteurs et avec les collectivités locales territoriales pour que le « passage à l'échelle » de l'innovation sociale irrigue l'ensemble de nos territoires.

Début décembre 2017 sera lancé un démonstrateur de l'« accélérateur d'innovation sociale » : 10 innovations locales qui ont fait la preuve de la robustesse de leur modèle et de leur impact social seront sélectionnées, et seront accompagnées afin qu'elles deviennent des solutions nationales.



Une politique de vie associative ambitieuse, pour une société de l'engagement

Exemple :

Il existe un vrai besoin de sécurisation et de continuité des droits des sans-domiciles fixes dans la santé notamment. Et 20 % du temps des travailleurs sociaux est consacré à la reconstitution de ces droits car les personnes perdent régulièrement leurs papiers.

Aujourd'hui des associations ont innové en proposant d'équiper les travailleurs sociaux dans les maraudes de smartphone qui leur permettent de scanner les documents en possession des SDF et de les classer dans un coffre-fort numérique accessible par les structures sociales qui le suivent. Il est évident, qu'alors les droits sont sécurisés et que du temps de travail est libéré pour les travailleurs sociaux afin de mieux accompagner les personnes.

Cette innovation est aujourd'hui développée dans quelques grandes villes. En engageant une stratégie de l'accélérateur, nous souhaitons permettre aux associations d'essaimer cette innovation sur tout le territoire français.

Mise en place du Compte d'engagement citoyen

Le Gouvernement accompagnera la mise en place du Compte d'engagement citoyen, créé par l'article 39 de la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, et qui sera mis en place au 1^{er} janvier 2018. Celui-ci permet, tout au long de la vie, la validation d'activités citoyennes, susceptibles d'offrir des heures de formation supplémentaires dans le compte personnel de formation (CPF), au sein du compte personnel d'activité (CPA) de chaque individu. Concrètement, l'ensemble des personnes qui effectuent un service civique ainsi que les bénévoles associatifs qui exercent des responsabilités plus de 200 heures par an bénéficieront, dès 2018, d'un crédit de 20 heures de formation. Au choix de l'individu, ces heures peuvent servir pour des formations professionnelles ou des formations de bénévole. C'est une reconnaissance et une valorisation de l'engagement dans la vie citoyenne.

Création de services numériques pour simplifier la tâche des responsables associatifs et le développement de plateforme numérique

Des services numériques destinés à faciliter la vie des associations en simplifiant leurs démarches administratives seront mis en place. Le principe est de réaliser le « *dites-le nous une fois* » associatif en s'assurant que les associations n'aient plus à saisir les informations qu'elles ont déjà déclarées à l'administration. **À cet effet, un nouveau « compte associations » sera lancé au premier trimestre 2018.** Ce nouveau service permettra aux associations d'effectuer à terme leurs principales démarches administratives de manière dématérialisée, sécurisée et intuitive, notamment leurs demandes de subvention.

Enfin, une mission sera confiée au secrétaire d'État en charge du numérique, associant le Haut-Commissaire à l'économie sociale et solidaire pour, avec l'ensemble des parties prenantes, étudier la pertinence et les conditions de faisabilité du **développement de plateformes numériques favorisant les nouveaux usages en matière d'engagements.** Le rapport sera remis avant le mois de février 2018 pour que ces conclusions puissent être intégrées à la stratégie gouvernementale.





Une ambition nouvelle
au service de la vie associative :
pour une société de l'engagement

